



Actualités & débats
européens dans
votre langue

Le TTIP préoccupe la filière agricole française

Par : Cécile Barbière |
EurActiv France
(mis à jour: 18 févr. 2016)

>>>

Un jeune fermier et ses
vaches.
[European Commission]



La crise en France renforce les inquiétudes du secteur agricole à propos du TTIP. Le 12^{ème} round de négociation démarre le 22 février à Bruxelles.

« Nous avons des filières sensibles en France, telles que l'agriculture ou la sidérurgie ». Pour Charles-Henri Weymuller, chef de bureau de la politique commerciale à la direction générale du Trésor, le partenariat commercial en cours de négociation avec les Etats-Unis aura un impact important sur l'économie française. Reste à savoir lequel.

À l'occasion d'un débat organisé par EurActiv en partenariat avec AmCham le 17 février à Paris, la question des avantages potentiels du TTIP pour la France s'est rapidement heurtée aux craintes du secteur agricole.

CRAINTES POUR LE SECTEUR AGRICOLE

En France, le traité transatlantique est largement critiqué par la société civile, la classe politique et certains secteurs économiques, comme celui de l'agriculture, et notamment l'élevage bovin, qui craint pour sa survie.

« En France, les filières agricoles se portent très mal. Parler d'un accord commercial dans ces conditions est difficile » souligne Yves Le Morvan, du groupe coopératif agricole français InVivo.

>>LIRE : LE TTIP MENACE LES PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES EUROPÉENNES

« L'agriculture sera un enjeu très important. Il est probable que pour le secteur céréalier l'effet du traité transatlantique soit assez neutre, et qu'il soit même positif sur les exportations de produits laitiers » a analysé Philippe **Bonnecarrère**, sénateur (UDI).

FILIÈRE BOVINE

Mais pour la filière bovine, déjà en grande difficulté, l'augmentation des importations de viande américaines pourrait être fatale, selon les représentants du secteur.

Selon l'association nationale inter-professionnelle du bétail et des viandes (Interbev), les États-Unis, premier producteur mondial de viande bovine, n'exportent pour l'instant qu'environ 15.000 tonnes de viande par an vers l'Europe, mais ce chiffre pourrait grimper à 300 voire 600.000 tonnes.

Le prix de production de la viande étant plus bas aux États-Unis qu'en France, le modèle d'élevage français risque d'avoir du mal à s'adapter à la nouvelle concurrence. Un point sur lequel les élus français comptent être très vigilants.

>> LIRE : LA PROTECTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES DANS LE TTIP « N'EST PAS UN PROBLÈME »

« Il sera tout à fait impossible pour les parlementaires de ratifier l'accord sans que cette question de l'élevage soit traitée », a prévenu Philippe **Bonnecarrère**.

Le traité transatlantique, dont les négociations ont débuté entre la Commission européenne et Washington en juin 2013 devrait normalement être adopté par les Parlements nationaux des 28 États membres.

AVANTAGE POUR LA CROISSANCE

Pourtant, l'effet global de l'accord en cours de négociation pourrait s'avérer bénéfique pour certains pans de la filière agricole ainsi que pour d'autres secteurs.

Dans un rapport du World Trade Institute passant en revue l'état des relations commerciales entre les États-Unis et l'UE ainsi que les différents États membres, l'effet du TTIP pourrait être bénéfique pour les PME, qui souffrent beaucoup plus que les multinationales des freins réglementaires qui existent entre les deux partenaires commerciaux. « Et 90 % des entreprises qui exportent vers les États-Unis sont des PME » a rappelé Koen Berden du World Trade Institute.

IMPACT EN FRANCE

Selon l'étude du WTI, le TTIP aurait un impact bénéfique de + 0,3 % par an sur le PIB français et entraînerait une légère baisse des prix grâce à la réduction de barrières non tarifaires. Les exportations françaises vers les États-Unis pourraient quant à elles croître de 23 %.

>>LIRE : LE SÉNAT LANCE UN AVERTISSEMENT AUX NÉGOCIATEURS DU TTIP

Mais là aussi, l'impact en fonction des secteurs d'activité serait variable. « Certains secteurs comme les équipements de transport ou la machinerie vont bénéficier du TTIP, d'autres moins » souligne Koen Berden. « L'agriculture devrait également bénéficier du TTIP en France, contrairement à la pensée qui est répandue » a-t-il poursuivi.

Au global, l'impact du TTIP serait très varié sur les exportations vers les USA, allant d'une hausse de 121 % à 5 %, selon les États membres, » explique Koen Berden.

LA BATAILLE DES NORMES

Les négociations transatlantiques doivent se poursuivre à Bruxelles sur la question de l'ouverture réciproque des marchés publics. Et au-delà de la question agricole, la France pousse en faveur d'avancées sur la question des barrières non-tarifaires.

« La majorité des négociations porte sur les barrières non-tarifaire » explique l'eurodéputé Franck Proust (PPE). « Les normes sont le point le plus important. Si nous parvenons à imposer des normes américaines et européennes, cela représenterait un gain énorme en terme de compétitivité » souligne le député européen.

C'est d'ailleurs un des angles de la négociation sur lequel la France « veut mettre toutes ses forces » selon Charles-Henri Weymuller, afin de faire émerger des normes internationales inspirées du modèle européen. « Si nous ne le faisons pas, d'autres le feront pour nous, c'est-à-dire les pays émergents ».

« Nous ne sommes pas pressés, à mon avis rien ne se passera avant deux ans. « C'est la qualité de l'accord qui doit primer » conclut Franck Proust.

Contexte

Les négociations entre les États-Unis et l'Union européenne sur le partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP) ont débuté en juillet 2013.

Si un accord est conclu, il concernerait plus de 40 % du PIB mondial et représenterait les plus grandes parts commerciales et d'investissements directs étrangers. Les relations commerciales entre l'UE et les États-Unis sont déjà les plus intenses au monde, puisque les échanges de biens et services équivalent à 2 milliards d'euros chaque jour.

